Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 39 (1959)
Heft: 1

Artikel: Bilan de la situation économique suisse au début de 1959
Autor: Duplain, Georges
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-888188

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

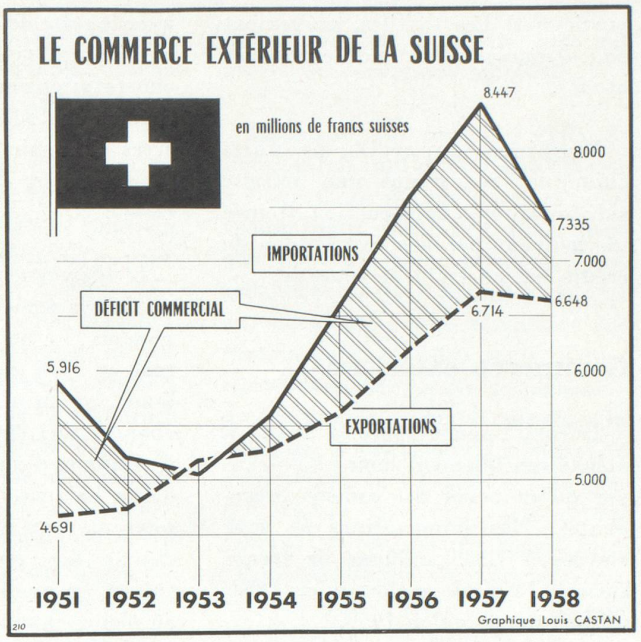
Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 06.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Bilan de la situation économique suisse au début de 1959



par Georges Duplain
Rédacteur à « La Gazette de Lausanne »

L'année 1958 aura été marquée dans les économies de tous les pays par les incidences de la récession américaine. Les contre-coups de ce tassement des affaires sont demeurés dans l'ensemble fort modestes; pour la Suisse, ce qu'écrivait à fin juin le rapport de l'O.E.C.E. reste entièrement valable une fois connus les chiffres concernant l'ensemble de l'année :

« Le tassement observé dans l'économie suisse n'apparaît pas inquiétant : on peut en effet considérer que dans l'ensemble le plein emploi a été maintenu, l'afflux de travailleurs étrangers tendant cependant à se ralentir. Cette détente apparaît même comme utile dans la mesure où un certain excès de la demande ayant disparu, la stabilisation interne sera plus aisément assurée. Si l'évolution économique était telle qu'un véritable sous-emploi des moyens de production devenait menaçant, les pouvoirs publics seraient bien armés pour intervenir avec efficacité, comme ils ont déjà commencé à le faire. En particulier, une expansion accélérée des travaux publics, ou encore l'utilisation des réserves de crise constituées par les entreprises, permettraient, si le besoin s'en manifestait, de stimuler l'activité économique en Suisse. Mais pour le moment, la demande interne semble être suffisamment soutenue par les achats des consommateurs et par les dépenses des pouvoirs publics. Le besoin de logements est d'autre part tel que l'on peut espérer une certaine reprise dans la construction de logements. »

Chiffres insuffisants

Les données statistiques manquent hélas pour établir un bilan précis. Les Suisses ont conservé à un très haut degré le sens du secret des affaires; les statistiques de production sont inconnues chez nous lors même que le sens de la statistique y est fort développé. D'autre part, les chiffres publiés en décembre ou janvier se rapportent dans bien des domaines non pas à l'année qui s'achève, mais à la précédente.

L'économie suisse est cependant de celles qu'on peut apprécier sur la base des données du commerce extérieur : nous y reviendrons. Les autres éléments disponibles corroborent tous les observations de l'O.E.C.E. : le nombre des ouvriers étrangers n'a baissé que de 3,6 %, celui des chômeurs est en légère augmentation tout en conservant des proportions minimes.

Les difficultés commencent lorsqu'il s'agit d'étayer des appréciations sur l'activité de chaque branche. On sait que l'horlogerie et les textiles traversent une crise, par les chiffres du commerce extérieur et par les statistiques régionales d'occupation des travailleurs. L'horlogerie est en train de s'adapter à des conditions nouvelles, notamment à une concurrence étrangère en constant développement; elle est parfaitement capable d'y faire face et de maintenir le renom suisse dans ce secteur

particulier. Les textiles, gravement concurrencés, n'ont pas les mêmes atouts.

Machines, appareils, produits chimiques conservent une activité satisfaisante; la construction, freinée un moment par des restrictions de crédit, est en train de repartir.

Commerce extérieur

Durant l'année 1958, la Suisse a acheté sensiblement moins à l'étranger qu'au cours des années précédentes. Nos importations se sont élevées à 7.335 millions de francs suisses, 13 % de moins qu'en 1957, un peu moins qu'en 1956.

Les exportations se sont à peu près maintenues; leur diminution n'est que de 65 millions, soit 1 %. Elles restent supérieures au chiffre de 1956.

Le résultat est donc une importante diminution du déficit de la balance commerciale helvétique. Ce déficit, qui était de 1.393 millions en 1956, de 1.733 millions en 1957, n'est plus que de 687 millions en 1958.

En ce qui concerne la répartition par produits et branches d'activité, les 1.112 millions de recul des importations suisses proviennent avant tout de diminutions dans les achats de fer, de charbons et d'huiles minérales, de machines, de coton, de fruits et légumes, de blé, de cuivre et de bois. Du côté des exportations, le fort recul de nos ventes de montres et de textiles a été compensé par une augmentation des ventes de machines, d'instruments et appareils, de produits pharmaceutiques et chimiques.

Clients et fournisseurs

Si nous examinons maintenant les échanges économiques de la Suisse, d'abord avec ses voisins — les six pays du Marché Commun — puis avec le reste de l'Europe et les autres continents, nous pouvons faire les constatations suivantes, tant sur les chiffres de 1958 que sur les perspectives d'avenir telles que les voit l'Office suisse d'expansion commerciale :

L'Allemagne occidentale demeure un de nos principaux clients et fournisseurs. La Suisse lui a livré davantage en 1958 qu'en 1957 (1.080 millions), et en a reçu moins de marchandises (1.964 millions de fr. s.), diminuant d'un tiers le solde passif de sa balance commerciale avec ce pays, alors qu'il ne faisait que croître depuis des années. Les produits suisses de qualité ont là un marché en pleine expansion.

Avec la *France*, la Suisse diminue aussi ses achats (757 millions) et cela plus fortement que ses ventes (494 millions), réduisant de 100 millions son déficit commercial. L'évolution future dépend de nombreux éléments encore mal définis, et il ne nous appartient pas de tenter leur analyse dans ce cadre. L'on constate d'ailleurs une évolution analogue des achats et des ventes de la Suisse avec tous les autres pays du Marché Commun durant l'année 1958 : diminution des importations plus forte que celle des exportations. Mais cette baisse des importations en provenance des Six est par ailleurs plus faible, relativement, que celle des achats suisses dans le reste du monde de sorte que la part du Marché Commun aux échanges commerciaux helvétiques augmente, elle. Les Six représentent pour l'an dernier 58 % de nos importations (56 % en 1957), et 39,1 % de nos exportations (38,6 %). C'est dire que nous demeurons grandement tributaires et de nos voisins et du reste du monde; la Suisse ne pourra donc que continuer à chercher des solutions tenant compte de cette réalité.

Avec la *Grande-Bretagne*, les exportations suisses (372 millions) ont augmenté, tandis que les importations diminuaient (494 millions). Le déficit commercial s'en trouve réduit de moitié. Les échanges commerciaux entre ces deux pays ont toujours été considérés du côté suisse comme insuffisants. Cela tient en bonne partie aux orientations traditionnelles de la Grande-Bretagne. Mais nous pourrions bien approcher d'un tournant, et la Suisse ne désespère pas, selon la tournure que prendraient les choses, de pouvoir développer ses échanges avec le Royaume-Uni.

L'Autriche est un de nos fournisseurs de fer, ce qui explique la forte diminution des importations suisses, face à des exportations presque égales, ce qui transforme le déficit de 1957 en un solde actif de la balance commerciale suisse. Les variations dans le commerce avec les autres pays européens sont de peu d'importance, et vont presque toujours dans le même sens.

Les *Etats-Unis*, qui étaient jusqu'ici notre second fournisseur, ne sont plus que le troisième : le fort recul des importations suisses en provenance de ce pays les place derrière l'Italie. Aux 837 millions de francs suisses d'importations (1.197 en 1957) correspondent 657 millions d'exportations suisses (765), de sorte que le déficit du commerce avec la Suisse se trouve ramené à 180 millions au lieu de 432. La guerre économique menée aux États-Unis contre certains produits suisses s'est plutôt retournée contre ce grand pays, qui nous a acheté moins de montres et de machines, et nous a vendu moins de matières premières et de produits semi-fabriqués. La reprise économique aux U.S.A. permet d'escompter une intensification des échanges dans l'avenir.

Le *Canada* est le seul pays dont les échanges avec la Suisse aient augmenté durant l'année écoulée. L'accroissement des importations de blé, notamment, a porté les importations suisses à 170 millions, tandis que les exportations de machines et de produits chimiques accrues amè-

nent le total à 144 millions. Le marché canadien est un de ceux qui réservent encore de belles perspectives à la Suisse.

En ce qui concerne l'Asie, *Chine*, *Japon*, *Inde* ont diminué leurs achats et leurs ventes en Suisse par rapport à l'année précédente. L'horlogerie japonnaise devient dans tout ce secteur une concurrente grandissante pour les montres suisses. Les difficultés financières de l'Inde ont presque fermé ce marché à nos montres.

Du côté de l'*Amérique latine*, pas de changement notable.

Et l'avenir ?

La Suisse envisage l'avenir avec une sérénité relative. Son appareil de production est excellent, les perspectives générales satisfaisantes. Il faudra certes faire face aux problèmes nés du Marché Commun, trouver d'autres débouchés pour compenser certains pays qui se ferment à certains produits — mais cela n'a rien d'exceptionnel. L'on s'inquiète déjà davantage des facilités de financement accordées par divers pays à des États neufs, pour s'assurer des commandes d'équipement importantes. La Suisse les voit parfois lui échapper parce que nos industriels ne peuvent consentir des crédits de très longue durée.

Nos industriels ne sont pas des banquiers, nos banquiers ne sont pas des politiques, nos politiques ne sont pas des commerçants. Cette sage répartition des compétences présente des inconvénients pratiques en un temps où l'économie passe de plus en plus sous le contrôle de la politique, et où l'État tend à assumer toutes ces fonctions dans le commerce extérieur de nombreux pays. Ces inconvénients seraient des avantages si les acheteurs étaient toujours libres de s'adresser au fournisseur dont ils ont le moins à craindre d'ingérence politique. Tel n'est hélas pas constamment le cas.

Mais, dépassant les problèmes de simple économie, bien des citoyens suisses se demandent de plus en plus si notre pays peut continuer à s'en tenir aux formes traditionnelles des échanges internationaux. Des Suisses en nombre croissant prennent conscience du problème numéro 1 de notre siècle : l'avènement des pays dits hier encore « sous-développés » et qu'on préfère nommer désormais « en voie de développement ». Les autorités suisses n'ont jamais manqué l'occasion d'insister sur cet aspect de l'économie mondiale.

La Suisse, qui vit de ses exportations, aurait tout intérêt à collaborer à l'ouverture de ces marchés nouveaux, dans un esprit plus large que celui du simple commerce. Nous collaborons déjà à bien des œuvres internationales; nous envoyons des experts dans des pays neufs. Est-ce assez ? Bien des jeunes se plaignent de manquer d'un grand but dans la vie; bien des penseurs dénoncent le matérialisme helvétique à courte vue. Il y aurait, dans une vaste action portant sur des points précis, une entreprise capable de nous remettre en prise plus directe sur le monde d'aujourd'hui. Ce ne peut être l'affaire de l'État, mais cela ne saurait se faire sans lui. Ce ne peut être l'affaire exclusive d'entreprises privées, mais cela ne saurait exister sans elles. Tout comme la France voit un immense espoir naître des ressources du Sahara, la Suisse, qui vit d'échanges et d'exportations, cherche encore confusément ce qu'elle pourrait apporter, et se demande comment l'apporter. Souhaitons que dans l'an qui commence, une cristallisation se fasse et des actes s'accomplissent.

Georges DUPLAIN